



La crise, entre implosion et explosion

Henri Houben, Gresea, 28 décembre 2011

L'explication courante de la crise en zone euro ? La faute aux "mauvais élèves" méridionaux ! La faute à l'endettement public ! Cela ne tient pas route. Pire, ce type d'analyse, de signature européenne, conduit droit au mur. Il faut aller aux faits. Décodage.

C'est aussi la conséquence de l'analyse de la crise économique établie par les instances européennes. Pour elles, en poursuivant ses objectifs stratégiques de compétitivité, l'économie de l'Union est parfaitement saine. Seuls quelques points noirs récurrents sont à relever, comme l'endettement excessif de quelques États. La récession a mis en lumière leurs effets négatifs et donc la nécessité absolue de les régler au plus vite.

Ennemi public n°1 : la dette publique

Telle est donc l'analyse de la Commission européenne, début 2011 : *"l'Union européenne reste une zone en bonne santé [même si], sa croissance économique a été faible lors de la dernière décennie"*. Las ! Il y a eu de mauvaises élèves : *"Plusieurs États membres ont dévié des principes fondamentaux dans la bonne gestion d'une politique fiscale prudente et les déséquilibres macroéconomiques ont continué à s'approfondir."* [1]

Il en a résulté tout au long de 2011 des procédures de plus en plus strictes et sévères imposées par l'Union, en particulier aux pays de la zone euro.

La Commission s'en explique : *"La crise économique et financière a exacerbé la pression sur les finances publiques des États de l'Union européenne. Aujourd'hui, 23 des 27 pays [2] se retrouvent dans ce qui est appelé « la procédure de déficit excessif », un mécanisme établi dans les traités obligeant les pays à garder leur déficit budgétaire sous les 3% du PIB [3] et leur dette publique sous les 60% du PIB (ou, tout au moins, avoir une trajectoire suffisamment déclinante pour les atteindre). Les États membres [concernés] doivent impérativement suivre les recommandations et les échéances du Conseil européen pour corriger leur déficit excessif."* [4]

Les dispositions prises dans ce cadre de correction budgétaire consistent actuellement en :

- ▶ une surveillance préalable sur les budgets nationaux par la Commission qui les approuve avant adoption par les pays membres ;
- ▶ une procédure de déficit excessif lancée automatiquement par la Commission dès que le déficit budgétaire dépasse les 3% du PIB autorisés, sauf s'il y a un vote à la majorité qualifiée pour annuler la décision [5] ;
- ▶ l'obligation pour le gouvernement "fautif" de prendre des mesures pour éponger le déficit, sous contrôle étroit de la Commission ;
- ▶ des sanctions financières en cas de refus ou de non-application des dispositions correctives par le dépôt d'un montant fixé à 0,2% du PIB, portant intérêt ; en cas de non-respect ultérieur, ces intérêts sont confisqués par l'Union ;
- ▶ la mise en place d'un système d'alerte en cas de déséquilibres macroéconomiques, fondé sur dix indicateurs (pouvant varier dans le temps).

Il est intéressant de noter que tous les sommets européens traitent depuis deux ans essentiellement de deux sujets : création d'outils permettant le financement ou le renouvellement des dettes pour les États en difficulté financière et renforcement des mesures du pacte de stabilité et de croissance, qui, comme son nom ne l'indique pas vraiment, n'a de yeux que pour la dette publique et le déficit budgétaire.

Pour la relance de l'emploi et le redémarrage économique - qui devrait être essentiel lors d'une crise -, les autorités européennes font une confiance aveugle à leur projet d'Europe 2020, qui ne fait que prolonger la stratégie de Lisbonne, dont l'échec est patent [6]. En outre, c'est une orientation axée uniquement sur la compétitivité. Il faudrait expliquer comment on peut sortir d'une crise en prenant des parts de marché (qui, par définition, ne peuvent jamais dépasser les 100%) sur les autres (qui sont aussi en crise).

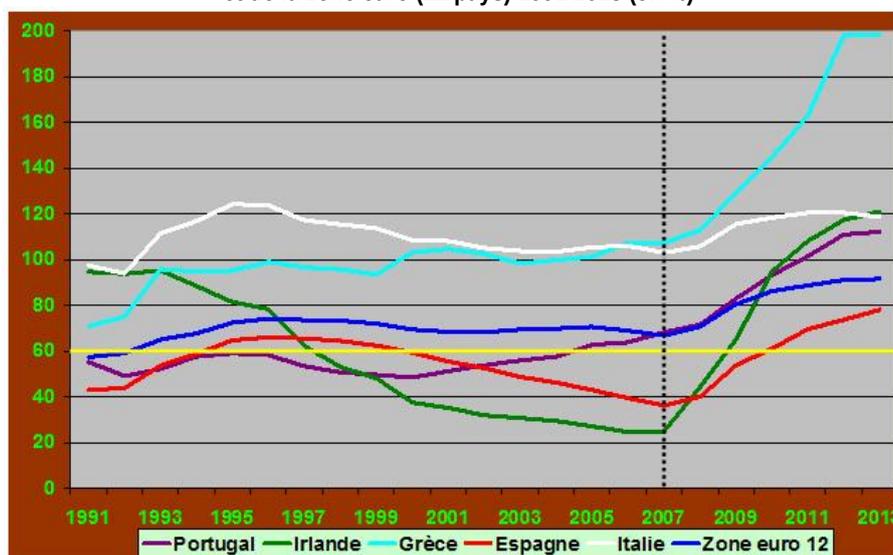
Le problème majeur aux yeux des responsables européens est la dette publique, ou plutôt la dette devenue subitement "souveraine", comme pour dire qu'elle engage tous les citoyens du pays et qu'ils doivent tous y pallier. Mais en est-il bien ainsi ?

La valse des modèles européens

Une petite analyse rétrospective s'impose. Quelles sont la situation et l'évolution de ces deux paramètres que sont la dette publique et le déficit budgétaire pour les pays européens ? Et concentrons-nous sur les États qui connaissent le plus de difficultés actuellement, les PIIGS ou GIPSI, de la première lettre du nom (en anglais) des cinq nations visées : Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne.

Le graphique 1 porte sur le rapport entre la dette publique et le PIB. Selon les règles du pacte de stabilité et de croissance, déterminés à Maastricht en décembre 1991, ce ratio ne devrait pas être situé au-dessus des 60% du PIB (c'est-à-dire au-dessus de la ligne jaune).

Graphique 1
Evolution de la dette publique comparée au PIB des PIIGS
et de la zone euro (12 pays) 1991-2013 (en %)



Source : Calculs sur base d'AMECO, Dettes publiques brutes et PIB à prix courants.

Note : Les chiffres de 2011 à 2013 sont des prévisions.

En réalité, pour trois pays de la zone euro, ce critère n'a jamais été respecté : la Grèce, l'Italie et la Belgique. Au moment d'entrer dans la monnaie unique (1999-2001), les autorités européennes ont admis le trio à condition qu'il dégage de façon régulière des excédents budgétaires pour réduire progressivement leur endettement. Le gouvernement belge a obtempéré et a diminué son ratio de 135 à 84% entre 1993 et 2007. Mais, comme le montre le graphique, les dirigeants italiens et grecs n'ont pas été aussi assidus. Athènes a même engagé la banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour présenter des comptes conformes aux dispositions formelles des traités européens, mais truqués.

Néanmoins, les trois autres États dans la tourmente sont restés globalement dans les normes. Le Portugal n'excède qu'à partir de 2005. Quant à Madrid et Dublin, ce sont des modèles de vertu : 25% pour l'Irlande et 36% pour l'Espagne en 2007. Franchement, rien à voir avec des gouvernements déviants ayant des problèmes structurels d'endettement public avant la crise et que la récession aurait aggravé.

Le constat est identique pour le rapport entre déficit budgétaire et PIB, présenté par le graphique 2. Nous avons placé une ligne grise en pointillé pour indiquer le seuil des 3% de déficit à ne pas dépasser normalement.

Ici, il n'y a qu'un gouvernement de façon permanente en "faute" : celui d'Athènes. Certes, Rome devait engendrer des excédents ; il flirte généralement avec le seuil des 3% de déficit budgétaire. Lisbonne est aussi un adepte de la position de l'équilibrisme, étant généralement un peu au-dessus de la norme. C'est très limite, mais pas fautif.

En revanche, les deux autres États méritent à nouveau d'être cités en exemple. L'Irlande est quasiment excédentaire depuis 1996, avec une pointe en 2000 et un solde positif équivalent à 4,75%. C'est presque aussi bon pour l'Espagne qui, depuis 2000, est proche de l'équilibre et même excédentaire en 2006 avec 2,4% du PIB.

En conclusion, sur les cinq pays concernés, seule la Grèce est véritablement critiquable sur la base des critères eux-mêmes contestables de Maastricht. L'Italie et le Portugal sont au niveau de la moyenne des autres États membres de la zone euro. Madrid et Dublin constituent même des modèles. Ce sont eux d'ailleurs qui créent le plus d'emploi, ont la croissance économique la plus élevée et la plus dynamique de l'Union. Quand on demandait aux responsables européens ce que devait constituer l'avenir de l'Europe, ils pouvaient répondre avec fierté : "Allez voir le tigre celtique ou le lion ibérique". L'affirmation comme quoi la crise a révélé les problèmes structurels d'endettement public de certains États membres n'a de fondement que dans le cas de la Grèce. Mais, d'un seul pays, peut-on tirer un bilan d'ensemble ?

Graphique 2
Evolution du déficit budgétaire par rapport au PIB
pour les PIIGS et la zone euro (12 pays) 1995-2013 (en %)



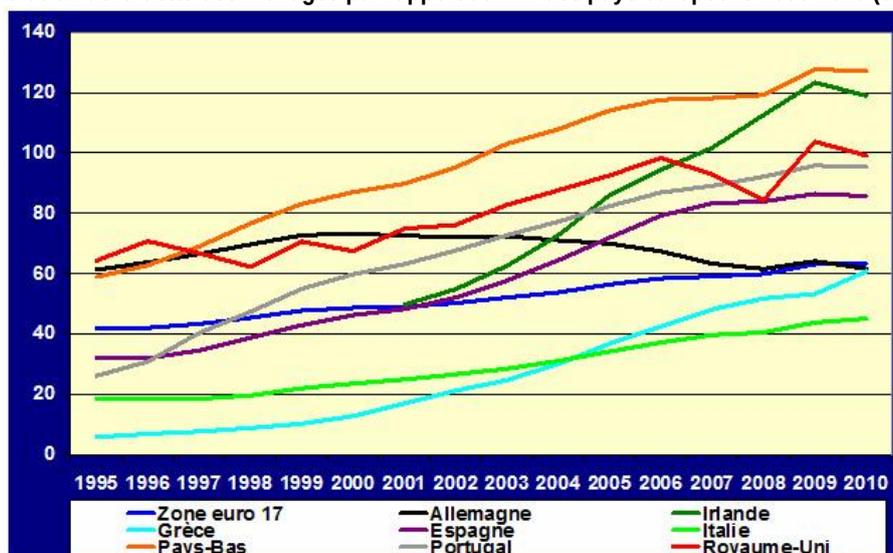
Source : Calculs sur base d'AMECO, Recettes et dépenses publiques et PIB à prix courants.
 Note : Les chiffres de 2011 à 2013 sont des prévisions.

Les graphiques soulignent un autre phénomène, que les responsables européens négligent systématiquement : la rapidité de la dégradation née de la crise. A partir de 2008, les situations de l'Irlande et de l'Espagne deviennent rapidement catastrophiques. Leur dette publique grimpe de façon vertigineuse, dépassant rapidement les normes européennes. Leur déficit budgétaire s'approfondit à un niveau exceptionnel. La question devrait être dès lors : comment des pays qui respectaient le mieux les critères ont pu se transformer en ceux qui, pratiquement, s'en écartent le plus, dès que la crise arrive ?

La dette, bien public ou privé ?

Les autorités européennes stigmatisent les gouvernements grecs et italiens, car ils représentent les cas les plus proches de ce qu'ils veulent faire passer : une stratégie saine et bénéfique, celle de la compétitivité, et des pays "gredins" qui n'ont jamais respecté ces critères et qui sont donc punis par les marchés financiers. Mais intéressons-nous aux autres cas, qui en sont la réplique directement inverse : des États qui correspondaient le mieux à cette politique, qui engrangeaient les succès et, puis, qui sont précipités à une allure vertigineuse dans le précipice.

Graphique 3
Evolution de la dette des ménages par rapport au PIB des pays européens 1995-2010 (en %)



Source : Calculs sur base d'Eurostat, Compte des secteurs, Ménages, Crédit financiers engagés.
 Note : Les données de l'Irlande et du Royaume Uni sont non consolidées. Les autres le sont.
 Les données ne commencent qu'en 1995 et en 2001 pour l'Irlande.

Dans un premier temps, nous avons repris l'évolution de la dette privée des ménages des principaux pays européens. Cela nous donne le graphique 3, en rapportant le crédit obtenu au PIB pour permettre d'en discerner la hausse ou la baisse relative.

On observe une progression quasi constante pour tous les pays, sauf pour l'Allemagne où l'endettement privé a tendance à diminuer à partir de 2000. En réalité, outre-Rhin, les emprunts engagés par les particuliers restent aux environs de 1.500 milliards d'euros à partir de cette date.

En revanche, la dette des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, qui se trouvent à hauteur de l'Allemagne en 1995, ne cesse de grimper depuis lors pour dépasser les 100% du PIB. Mais ce qui est symptomatique est la vitesse à laquelle les crédits aux familles (dans lesquels dominent généralement les prêts hypothécaires) augmentent au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Irlande (même si nous ne pouvons pas remonter avant 2001).

Nous avons repris ces données à trois dates clés : 1995, 2001 et 2010 pour les principaux pays de la zone euro. Nous en avons tiré le tableau 1.

Tableau 1
Evolution de la dette des ménages par rapport au PIB
des pays européens 1995, 2001 et 2010 (en %)

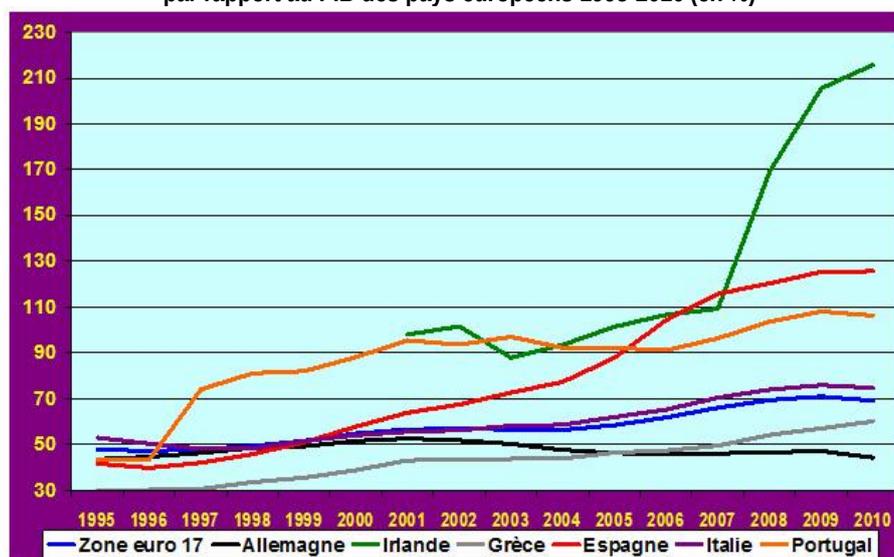
	1995	2001	2010	Hausse 2001-2010
Zone euro (17 pays)	41,7	49,0	63,3	14,3
Belgique	36,4	38,0	53,1	15,1
Allemagne	61,2	72,4	61,6	-10,8
France	35,2	36,0	55,1	19,2
Italie	18,6	24,8	45,0	20,2
Autriche	41,9	47,4	56,8	9,4
Pays-Bas	58,9	89,7	127,1	37,4
Royaume-Uni	64,3	74,9	99,2	24,3
Irlande		49,6	118,9	69,3
Grèce	5,7	17,0	60,7	43,7
Espagne	32,2	48,1	85,7	37,6
Portugal	26,1	63,1	95,4	32,3

Source : Voir graphique précédent.

Note : La hausse est la différence entre le pourcentage de 2010 et celui de 2001.

On voit que la hausse perceptible à la fin des années 90 s'accélère au siècle suivant. En ne reprenant que cette dernière décennie, on constate que la croissance est particulièrement forte pour l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal. En quinze ans, la dette grecque est plus que décuplée par rapport au PIB. Les pays du sud qui avaient une dette faible se retrouvent avec une dette privée assez importante.

Graphique 4
Évolution de la dette des entreprises non financières
par rapport au PIB des pays européens 1995-2010 (en %)



Source : Calculs sur base d'Eurostat, Compte des Sociétés non financières, Crédit financiers engagés.

Note : Les données de l'Irlande sont non consolidées. Les autres le sont.

Les données ne commencent qu'en 2001 pour l'Irlande.

On peut remarquer un développement parallèle en ce qui concerne l'endettement des entreprises non financières [7]. Nous avons repris (voir graphique 4) l'évolution de ces crédits rapportés au PIB pour les PIIGS ainsi que, pour permettre la comparaison, celle de l'Allemagne et de la zone euro (17 pays).

Notons une progression particulièrement importante de ces prêts aux entreprises pour tous les pays (et donc pour la zone euro), sauf pour l'Allemagne. De nouveau, depuis 2000, les emprunts des firmes outre-Rhin restent constants à près de 1.100 milliards d'euros.

Les mêmes données pour les PIIGS explosent. Il n'est pas inintéressant de voir que les crédits aux firmes sont, en fin de période, au-dessus de la moyenne de la zone euro pour l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, alors qu'en général ils étaient en dessous en 1995. Même, pour la Grèce qui part d'un niveau relativement peu élevé, la progression est forte.

Pour résumer, nous avons établi les taux de croissance annuels moyens des différentes dettes (celles des ménages, des entreprises et des pouvoirs publics) dans la période précédant la crise, soit entre 2001 et 2008. On obtient ainsi le tableau 2.

Tableau 2

Comparaison de la hausse annuelle moyenne de la dette des ménages et de la dette publique dans les pays européens entre 2001 et 2008 (en %)

	Ménages	Firmes	Etat
Zone euro 17	6,9	6,9	4,3
Belgique	8,1	6,2	1,6
Allemagne	0,0	0,6	4,1
Irlande	19,4	14,8	9,8
Grèce	25,4	10,6	8,2
Espagne	15,8	17,0	2,1
France	8,8	6,5	6,4
Italie	10,8	7,6	3,0
Pays-Bas	8,4	3,5	6,3
Autriche	6,2	4,1	3,4
Portugal	9,4	4,8	8,7
Slovénie	15,5	17,7	4,4
Slovaquie	41,9	18,2	6,9
Finlande	12,0	9,3	0,9
Royaume-Uni	3,1	4,6	3,8
Zone euro sans Allemagne	10,9	8,9	4,4

Source : Voir graphique précédent.

Pour presque tous les pays européens, la progression de l'endettement privé, que ce soit celui des ménages ou des entreprises, est beaucoup plus rapide que celui de l'Etat. La seule exception notable est celle de l'Allemagne, où la dette privée ne croît quasiment pas en termes absolus, alors que les emprunts des pouvoirs publics augmentent de plus de 4% par an en moyenne. Notons aussi qu'aux Pays-Bas, la dette publique grimpe plus vite que celle des firmes et, pour la Grande-Bretagne, que celle des particuliers.

Mais, s'il fallait s'en prendre à des gouvernements qui ont laissé filer leurs finances publiques, on pourrait sans doute épingler l'Irlande, le Portugal et la Grèce, tout en rappelant que le crédit privé a crû encore plus rapidement. On pourrait sans doute joindre la Slovaquie, la France et les Pays-Bas, à qui on ne reproche encore rien aujourd'hui. Mais aussi l'Allemagne dont l'envolée des emprunts publics dépasse nettement celle de deux États mis au rancart par la crise, l'Espagne et l'Italie.

Nous avons ajouté une ligne sur les statistiques de la zone euro, en ôtant l'Allemagne. Les différences sont encore plus notoires. La dette publique croîtrait à peu près au même rythme que la zone à 17 pays. Par contre, les prêts aux entreprises augmenteraient de 8,9% par an, soit deux fois plus vite que ceux accordés aux pouvoirs publics. Et les crédits aux ménages grimperaient de 10,9% par an en moyenne.

Tout cela mène à plusieurs conclusions. D'abord, la dette privée a connu un essor infiniment plus intense que l'endettement public, sauf pour l'Allemagne. Alors, pourquoi mettre en exergue le dérapage public et pas celui du privé ? Seul Berlin présente des comptes inversés : arrêt des prêts au privé, mais croissance continue de ceux accordés aux pouvoirs publics. Comment peut-on raconter que le gouvernement allemand a été économe en matière de finances publiques ? Ce constat prouve d'ailleurs que le problème de la dégradation des comptes provient de l'emballement de la dette privée et non pas de celui de la dette publique.

De cette manière, les responsables européens se trompent complètement de cible, lorsqu'ils pointent l'endettement de l'Etat comme étant problématique. D'ailleurs, l'emprunt des autorités américaines et japonaises excède largement ceux des États européens : environ 100% du PIB pour les États-Unis et 210% pour l'archipel nippon. Cela ne les empêche pas de bénéficier

de taux d'intérêt relativement faibles. Les critères du traité de Maastricht et du pacte de stabilité et de croissance ont et conservent un degré d'arbitraire et d'absurdité dont il serait bon de se dégager.

Une croissance à crédit

Si l'endettement public n'est pas le problème, mais plutôt un symptôme ou un révélateur, où se situent les difficultés actuelles de la zone euro ? Sans doute dans une combinaison de facteurs qui, tous, ont trait avec le fonctionnement du système capitaliste.

"Au commencement était le Verbe et le Verbe était auprès de Dieu, et le Verbe était Dieu". Tel est le début de l'évangile selon Saint Jean [8]. Mais on pourrait remplacer Verbe par compétitivité (ou concurrence ou économie de marché, qui en sont les vocables vulgarisés) et on aurait une version très proche de la philosophie poursuivie par les instances européennes.

Selon celle-ci, il faut que les firmes soient les plus concurrentielles possibles et rien n'est de trop pour réaliser cet objectif : création d'un marché intérieur intégré, aménagement d'un marché du travail flexible et activé dans lequel les entreprises peuvent puiser, orientation de l'enseignement, de l'université et de la recherche en fonction des compagnies... La mise en place d'une monnaie unique entre dans ce plan : les entités européennes doivent pouvoir se mouvoir dans un espace de compétition illimité, sans que n'interviennent d'éventuelles dévaluations permettant à certaines d'entre elles d'être remises à niveau.

Seulement, cet univers engendre inévitablement le renforcement des firmes les plus avancées et l'évincement des autres. Cela se traduit aussi du point de vue régional par la disparition éventuelle de l'unique entreprise qui faisait vivre la population locale ou d'un secteur entier qui animait l'économie indigène. Les multinationales en profitent également pour relocaliser leur production là où c'est le plus intéressant pour elles. Sans la moindre contestation de la Commission européenne, car comme l'avouera le commissaire allemand aux Entreprises et à l'Industrie, Günter Verheugen [9], devant le parlement européen : "Les décisions de fermeture ou de délocalisation des entreprises leur appartiennent et aucun Etat, ni l'Union européenne ne peut ni ne doit intervenir dans l'affaire". [10]

L'affaire qui l'amène à prononcer ce jugement n'est pas inintéressante : c'est la fermeture de l'usine d'Azambura de General Motors Europe au Portugal. Elle produisait environ 100.000 véhicules (des vans Opel Combo) et occupait 1.200 emplois. La direction reporte les activités d'assemblage et de fabrication vers l'est du continent.

Sur ce plan, l'industrie automobile est assez significative. Le sud de l'Europe avait connu un réel développement de cette production dans les années 80 et 90. C'est ce que montre le graphique 5.

Graphique 5
Evolution de la production de véhicules en Europe du Sud et de l'Est 1991-2010 (en milliers d'unités)



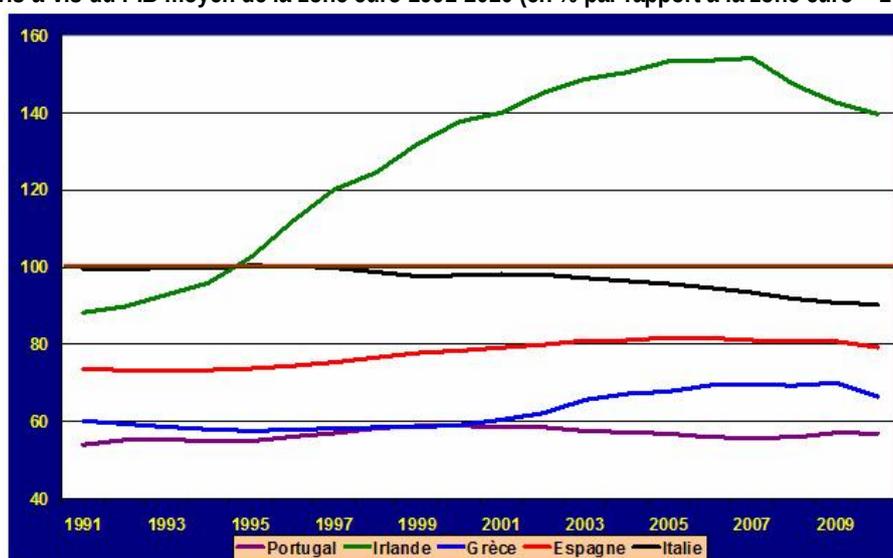
Source ; WMVA, différents rapports annuels et [OICA](#).

Une certaine industrialisation était en marche, parce que l'automobile est un des secteurs les plus générateurs d'activités à la fois en amont (dans la sous-traitance) et en aval (garages, réparations, financements, assurances...). Or, ce phénomène est stoppé avec l'arrivée des pays de l'est, non seulement dans le monde capitaliste mais également dans l'Union européenne. Tchéquie, Slovaquie, Pologne, Hongrie, Slovénie, Roumanie remplacent bientôt l'Espagne, le Portugal et même l'Italie dans le cœur des multinationales de l'automobile. D'un maximum de 5 millions de véhicules fabriqués en 2000, le sud descend inexorablement vers les 3 millions en 2009. Parallèlement, l'est passe de 1,3 million en 1999 à 3,2 millions en 2010, avec une petite baisse en 2009.

Il faut trouver des secteurs de remplacement et des moteurs (si l'on peut utiliser cette expression) pour tirer l'expansion. Les pays méditerranéens les trouvent dans la construction, l'immobilier et le tourisme. Entre 1996 et 2007, sur les 11 millions d'emplois créés dans les quatre États du sud de l'Europe, deux millions le sont dans la construction et deux autres dans l'immobilier contre seulement 762.500 dans l'industrie manufacturière. Voilà qui va engendrer une croissance importante [11]. Mais elle a deux inconvénients majeurs : elle suppose un endettement privé accru, ce qui va se passer avec l'extension des prêts hypothécaires à tel point de créer des bulles immobilières comparables à celle des États-Unis, notamment en Espagne ; ces activités n'étant pas exportables et, au contraire, demandant de plus en plus de matériaux venant de l'étranger, les comptes commerciaux deviennent fortement déficitaires, ce qui profite surtout à l'Allemagne.

Il n'en résulte pas une expansion majeure. Le graphique 6 montre l'évolution relative du PIB réel par habitant des cinq pays les plus concernés par la crise en comparaison avec le niveau moyen du reste de la zone euro (du moins les douze États à l'origine de la création de la monnaie unique [12]). Pour toutes les années, ce niveau est égal à 100 et est symbolisé par la ligne marron. Ainsi, si en 1991, la ligne bleue représentant la Grèce est située à l'échelon 60, cela signifie qu'en 1991, le PIB réel par habitant de la Grèce équivalait à 60% de la moyenne de la zone. On en déduit qu'une hausse de la courbe indique une amélioration du pays et un rapprochement vers la moyenne (voire au-delà). Et inversement pour une baisse.

Graphique 6
Evolution de l'écart du PIB réel par habitant des PIGS
vis-à-vis du PIB moyen de la zone euro 1991-2010 (en % par rapport à la zone euro = 100)



Source : Calculs sur base d'AMECO, Dettes publiques brutes et PIB à prix courants.

Seule l'Irlande présente un parcours exceptionnel. C'est même un véritable "miracle". En 2006, le pays se trouve en seconde position derrière le Luxembourg, en PIB par habitant, certes très mal distribué dans la population. Mais à quel prix ? Pour les autres, les résultats sont moins fantastiques. Ils progressent légèrement pour l'Espagne et la Grèce. Ils sont stagnants pour le Portugal. Ils baissent même pour l'Italie.

Ainsi, l'expansion de la dette privée est ce qui est nécessaire à ces pays pour juste rester à niveau. C'est ce qui leur permet un certain développement comparable aux autres pays de la zone euro. Sans cela, la situation aurait été pire dès les années 90.

Mais, quand arrive la crise, c'est très vite la catastrophe. Les bulles immobilières éclatent. Les ménages ne peuvent plus rembourser. Les banques se retrouvent en difficulté. Elles prêtent de moins en moins. Des entreprises tombent en faillite. D'autres licencient. Des salariés sont précipités au chômage, notamment ceux qui avaient les contrats les plus précaires. Cela rend les remboursements de dettes privées encore plus difficiles et ainsi de suite. Le cercle qui pouvait être vertueux à un moment donné se transforme en une spirale infernale à la baisse.

La crise dans tous ses États

C'est là que le paradoxe, d'une certaine manière, intervient. Cette réalité se répercute sur les comptes des finances publiques et c'est à ce niveau que la Commission européenne agit et que le gouvernement allemand lance ses diatribes contre ses partenaires jugés dispendieux.

Mais il faut remonter à la source du problème et voir ce qui dérape réellement dans les comptes. Or, on constate que les difficultés se rencontrent dans l'ensemble de l'Union européenne entre 2007 et 2010, soit le temps de la crise [13]. Durant cette période, le déficit budgétaire passe d'environ 110 milliards à 810 milliards d'euros, c'est-à-dire une dégradation de 700 milliards (l'essentiel étant réalisé durant l'année 2009).

Quels sont les postes qui provoquent ce solde fortement négatif. Réponse dans le tableau 3. On trouve ici les principaux postes responsables de l'accroissement du déficit, exprimés en pourcentage par rapport aux 700 milliards d'accroissement du déficit.

Tableau 3

Principaux postes responsables de l'accroissement du déficit budgétaire dans l'Union européenne entre 2007 et 2010 (en %)

Baisse des recettes	30,7%
Hausse dépenses sociales	24,6%
Investissements	10,5%
Salaires fonctionnaires	9,7%
Consommation intermédiaire	8,9%
Autres	15,7%
	100,0%

Source : Calculs sur base d'[AMECO](#), Recettes et dépenses des pouvoirs publics.

Le domaine qui subit la plus forte baisse est celui des recettes, que ce soit en impôts directs ou indirects (TVA). Cela représente plus de 30% de l'affaiblissement des comptes. C'est en Espagne, en Italie et en Irlande que cet aspect est le plus important, preuve s'il en est encore que les difficultés que connaissent ces pays sont dues largement à une baisse de l'activité.

Ensuite vient la hausse des dépenses sociales, avec près de 25%. C'est en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas que celles-ci contribuent le plus à la dégradation des finances publiques. Ce n'est guère étonnant quand on sait que le gouvernement allemand a permis aux salariés de rester inactifs dans les entreprises, à charge en partie des caisses d'allocations. Même chose en Belgique, où il existe depuis de longue date, un mécanisme de chômage économique très avantageux, par lequel le personnel d'une firme peut être payé par la sécurité sociale pendant de nombreuses semaines sans cesser d'être employé officiellement.

Réduction des recettes et élévation des dépenses sociales constituent quelque 55% de l'ampleur du dérapage. Quoi de plus normal dans une crise ! L'économie en berne implique des revenus en baisse et donc des rentrées en moins pour les pouvoirs publics. En revanche, les restructurations, les licenciements, les aménagements du temps de travail entraînent des dépenses supplémentaires en ce qui concerne la protection sociale.

Le troisième poste est celui des investissements. L'Etat qui représente l'essentiel de cette flambée est l'Irlande. Plus de la moitié de son envolée budgétaire, qui est loin d'être négligeable pour ce petit pays (50 milliards d'euros pour un PIB de 160 milliards environ), provient d'une augmentation de ces fonds. Il s'agit surtout du soutien public à la faillite de la quasi-totalité du secteur bancaire national.

Les trois autres domaines (salaires des fonctionnaires, consommation intermédiaire de biens et services et autres - principalement autres dépenses courantes) portent surtout sur les frais de fonctionnement de l'appareil de l'Etat, qui ne se contractent pas sous l'effet du retournement de conjoncture. C'est pourquoi ils poursuivent leur progression. Difficile de prétendre que c'est une extension abusive de la mainmise étatique ou un dérapage anormal.

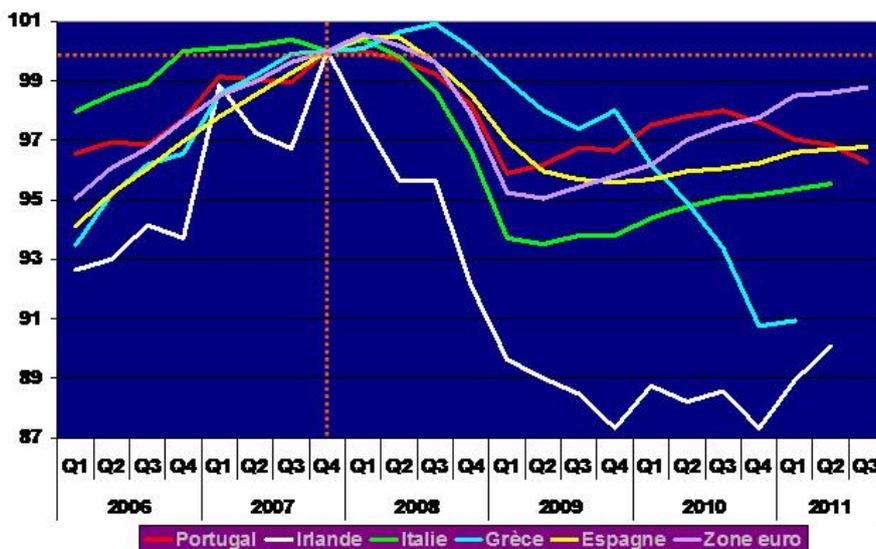
Ajoutons aussi que pour la Grèce, la hausse des charges financières à verser sur la dette publique représente 27% de la dégradation des finances de l'Etat grec. C'est énorme et c'est le seul pays dans ce cas. Mais c'est quand même paradoxal et le symptôme qu'Athènes était alors déjà tombé dans le cercle vicieux des marchés financiers, des spéculateurs et des agences de notation.

Ainsi, on peut voir que ces phénomènes touchent tous les pays européens, à des degrés divers et sous des formes particulières en fonction des situations spécifiques. Seulement, ce processus prend des proportions dramatiques pour les pays du sud de l'Europe et notamment pour l'Irlande.

D'abord, l'impact économique est généralement plus fort. Le graphique 7 en "araignée" montre l'évolution du PIB trimestriel pour les PIIGS et pour la zone euro dans son ensemble.

La catastrophe est visible dans le graphique. Aujourd'hui, l'économie européenne n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise. Le redressement est très lent. Et tout annonce une nouvelle régression ou une croissance très faible pour 2012. Pour l'Irlande et la Grèce, la perte s'élève à plus de 10% du PIB [14]. La baisse est plus forte pour les PIIGS que pour la moyenne européenne.

Graphique 7
Evolution du PIB réel des PIGS et de la zone euro 2006-2011 (4^e trimestre 2007=100)

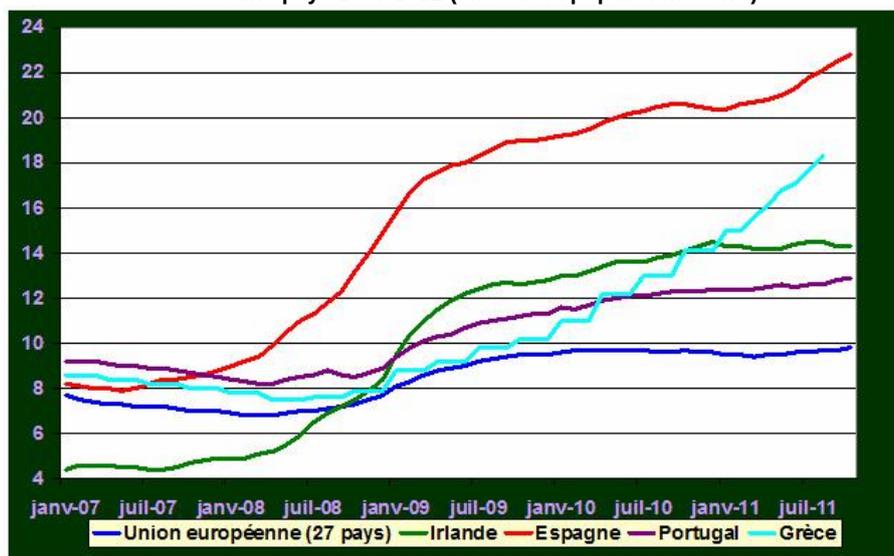


Source : [Eurostat](#), PIB en volume, données trimestrielles dessaisonnalisées (indice 2005=100).

Il s'ensuit une augmentation spectaculaire du taux de chômage. Ce que montre très bien le graphique 8.

Les courbes montent pour quasiment tous les pays, ce qui est indiqué par l'évolution de la ligne bleue de l'Union européenne. Cette croissance est significative à partir de l'été 2008. Mais, pour l'Irlande et l'Espagne, la dégradation commence un peu avant. Et elle est très nette. Dublin part d'un taux très bas d'un peu plus de 4% pour dépasser les 14% en 2011. Madrid avait des ratios élevés au début des années 90. Il se glorifiait de les avoir ramenés à environ 8% en 2007. Peine perdue ! La crise a rétrogradé la péninsule à des taux records : près de 23% en octobre 2011 ; un jeune sur deux est sans emploi et surtout sans perspectives d'avenir.

Graphique 8
Évolution du taux de chômage mensuel dans l'Union européenne et certains pays 2007-2011 (en % de la population active)



Source : [Eurostat](#), Taux de chômage, moyennes mensuelles.

La situation est assez similaire pour la Grèce et le Portugal, sans être aussi spectaculaire. Seule l'Italie s'en tire à meilleur compte jusqu'à présent. Mais il faut rappeler que les statistiques du taux de chômage sont fondées sur les définitions internationales du BIT (Bureau international du travail) : est chômeur toute personne non active cherchant réellement un travail et étant indemnisée de ce fait. Or, est actif qui a travaillé au moins une heure par semaine. Sur cette base, en 2009, le taux officiel de chômage en Belgique s'élevait à un peu moins de 8%. Il aurait même atteint 6,6% en octobre 2011. Mais le nombre de chômeurs complets indemnisés par l'ONEm (Office national de l'emploi), notamment avec les travailleurs âgés, se chiffrait à 13,5% et celui de toutes les personnes émargeant des allocations, avec les temps partiels, atteignait 26%.

Il est assez normal que les effets de la récession se répercutent sur les finances publiques des États. La baisse de l'activité occasionne des diminutions de rentrées fiscales, alors que les dépenses continuent sur le même rythme, voire s'accroissent en vertu de la protection sociale minimale. Et les conséquences seront d'autant plus importantes que la situation économique et sociale de départ est grave ou qu'elle a été masquée par un endettement aussi miraculeux qu'illusoire.

Dans ces conditions, la logique voudrait qu'il y ait un plan de relance de l'activité dans les pays en difficulté. Le problème immédiat qui se pose est de savoir qui le financerait. Les capitalistes privés ne peuvent qu'être frileux, sachant que le marché est risqué et peu porteur. Les États sont exsangues. Quant aux autorités européennes, au lieu de trouver les fonds nécessaires au redressement, elles insistent pour que les règles strictes du pacte de stabilité et de croissance soient respectées. Donc davantage d'austérité, coupe claires dans les salaires et les allocations, moins de perspectives de croissance... bref une politique qui ne peut qu'aggraver les problèmes au lieu de les résoudre.

Donc, droit au mur ?

En septembre 2008, lorsqu'il fut clair que la récession passait l'Atlantique et n'était pas qu'un phénomène purement américain, les dirigeants européens affirmèrent, la main sur le cœur, qu'ils avaient compris et tiré les leçons du krach de 1929. Il n'y aurait pas de déflation comme il y en a eu à l'époque. Les besoins sociaux seraient assurés.

Avec la crise de la dette publique et l'obsession de la réduire par tous les moyens sans penser aux conséquences, ces déclarations apparaissent comme des vœux pieux. Toute relance publique est rendue impossible. La solidarité, même la plus élémentaire, est remise en question. Le capitalisme sauvage s'installe sur ce continent où il a été engendré, mais d'où il était censé avoir disparu.

Aux postes de commande de ces nouvelles orientations, non pas les autorités anglo-saxonnes ou les méchants spéculateurs financiers, même si ceux-ci en profitent largement. Mais c'est la Commission européenne et les États les plus puissants de l'Union, à savoir Berlin et Paris, qui commandent. Ils ont ouvert une boîte de Pandore dont ils pourraient ne pas voir la fin des maux.

En effet, plus ils se réunissent, plus ils organisent des sommets de la "dernière chance", plus ils restreignent le pouvoir et la marge de manœuvre des pays et plus ils rendent difficile une sortie de crise. La situation va devenir bientôt intenable, avec des États qui ne vont plus être capables de respecter les engagements du pacte de stabilité et de croissance, avec des populations qui vont vouer aux gémonies de telles politiques antisociales et avec des gouvernements allemand et français qui veulent continuer à jouer un rôle prépondérant dans les affaires mondiales. L'Europe est au bord de l'explosion et ce sont les responsables européens qui sont en train d'allumer la mèche qui va déclencher le cataclysme. Le monde a bien raison d'être inquiet des politiques menées en Europe.

Notes

[1] "The European Commission has published the first Annual Growth Survey (AGS) under the new European Semester", 12 janvier 2011.

[2] Seuls l'Estonie, la Finlande, le Luxembourg et la Suède y échappent pour l'instant.

[3] Le produit intérieur brut (PIB) est l'ensemble de la richesse marchande et monétaire produite en un an dans un pays. C'est l'indicateur macroéconomique central.

[4] "EU [Le paquet législatif sur la gouvernance économique de l'UE entre en vigueur](#)", Bruxelles, 12 décembre 2012.

[5] Auparavant, la procédure n'était lancée qu'après un vote à la majorité qualifiée en ce sens. Ici, on inverse le processus : ce n'est que s'il y a une opposition qu'on arrête le mécanisme automatique. D'où le terme utilisé de "majorité qualifiée inversée".

[6] Voir à ce sujet, Henri Houben, "[Stratégie de Lisbonne : attention, chute d'emplois !](#)", septembre 2010, Gresea.

[7] On exclut les sociétés financières qui, par nature, prêtent et empruntent. Les firmes non financières demandent des crédits pour financer (normalement) leurs activités non financières.

[8] [La Bible de Jérusalem](#), Les éditions du CERF, Paris, 2003, p.1817.

[9] Aujourd'hui d'ailleurs reconverti à l'aide aux entreprises pour influencer les décisions prises au niveau européen.

[10] Günter Verheugen, "[La compétitivité – la réponse à la restructuration et la concurrence](#)", Débat au parlement européen sur la restructuration de l'industrie de l'Union européenne, Bruxelles, 4 juillet 2006.

[11] Calculs sur base d'[Eurostat](#), Salariés par sexe, tranche d'âge et activité économique (1983-2008).

[12] Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.

[13] Les données pour 2011 ne sont toujours que des prévisions.

[14] Pour la Grèce, il faut tenir compte que son point le plus haut est le troisième trimestre 2008. Le pays a perdu environ 10% de son PIB depuis lors.